

1994

Robert O. Paxton

Les fascismes

Essai d'histoire comparée

XVI<sup>e</sup> Conférence Marc-Bloch, 13 juin 1994 Allocution du président

### Texte intégral

M. le Président, je vous remercie profondément de ces paroles aimables. Je tiens surtout à remercier l'École des hautes études en sciences sociales de m'avoir fait le très grand honneur de m'inviter à parler dans ce lieu, et à cette occasion, à quelques jours du cinquantenaire de la mort de Marc Bloch. Le sujet que j'ai choisi pourrait paraître éloigné des intérêts intellectuels de Marc Bloch. Il n'a jamais, autant que je sache, écrit explicitement sur le fascisme. Néanmoins, ce thème ne me semble pas tout à fait déplacé comme sujet d'une conférence consacrée à sa mémoire. D'abord, l'histoire, pour lui, était incompréhensible sans un va-et-vient constant entre l'observation du présent et la réflexion sur le passé<sup>1</sup>. « Sans se pencher sur le présent », écrit-il, savamment provocateur, au début de son ouvrage classique d'histoire contemporaine, *L'étrange défaite*, « il est impossible de comprendre le passé<sup>2</sup>. » Plus directement, Marc Bloch a observé avec angoisse la montée du fascisme autour de lui. Peu après les manifestations du 6 février 1934, il écrit à Lucien Febvre, « je suis profondément troublé par tout ce que je vois, entends, lis, devine ». Et parmi les choses qui le troublent, il cite « le fascisme de M. Frot ou du colonel La Rocque [*sic*]<sup>3</sup> ». En août 1939, il arrive aux armées avec un livre sur Hitler, celui de Gregor Strasser, parmi ses effets<sup>4</sup> ; il s'est porté volontaire, à plus de 50 ans, pour sa deuxième guerre. Surtout Marc Bloch est mort luttant contre le fascisme. Aujourd'hui, donc, c'est en m'inspirant, sans doute imparfaitement, de l'approche historienne du grand médiéviste que je vous parle du fascisme.

Au premier abord, rien ne paraît plus facile à saisir. Le fascisme se présente à nous en images brutes : un chef, haranguant la foule en extase ; des jeunes, disciplinés et enthousiastes, marchant pour la revue ; des militants, vêtus de chemises noires ou brunes, rouant leurs victimes de coups ; le culte de l'énergie et de la pureté nationales, de l'héroïsme, et de la guerre.

Pourtant, d'énormes difficultés surgissent dès que l'on s'engage à définir le fascisme. Ses frontières sont floues. Faut-il y inclure Staline ? Ou Nkrumah, avec son parti unique et sa doctrine officielle de nkrumaisme, ou d'autres dictateurs de pays neufs ? Ou encore le Japon impérial des années 1930, ou le syndicalisme nationaliste de Juan Perón en Argentine dans les années 1940 ? Jusqu'à quel moment dans le passé faut-il remonter – jusqu'à Joseph de Maistre, dont les *Soirées de Saint-Petersbourg*, selon le grand historien anglo-russe, Sir Isaiah Berlin, exprime une tonalité fasciste<sup>5</sup> ?

Même si nous nous limitons aux deux régimes les plus notoires, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, ceux-ci manifestent de multiples et profondes différences. Comment amalgamer Mussolini et Hitler, l'un entouré de conseillers juifs et d'une maîtresse juive, l'autre un antisémite obsédé ? Comment décrire d'un seul trait l'arbitraire du régime nazi et le laxisme de l'Italie mussolinienne ? Des autorités aussi respectées que Renzo De Felice à Rome et Karl Dietrich Bracher de l'université de Bonn refusent d'admettre que le nazisme allemand et le fascisme italien relèvent du même phénomène. J'essayerai d'expliquer par la suite pourquoi je ne suis pas d'accord sur ce point avec ces éminents spécialistes.

Quatre difficultés entravent encore tout effort à définir le fascisme. D'abord, une question d'époque. Si le phénomène fasciste était si mal compris au début, c'est parce qu'il était inattendu. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart des penseurs politiques croyaient que l'élargissement du suffrage profiterait inéluctablement à la démocratie et au socialisme. Friedrich Engels l'attendait avec certitude. Dans une préface de 1895 pour une nouvelle édition des *Luttes de classes en France* de Karl Marx, Engels, contemplant l'essor du vote socialiste en Allemagne et en France, écrit :

« le socialisme [...] fera la conquête de la majeure partie des classes moyennes et de la paysannerie et deviendra la puissance décisive du pays<sup>6</sup> ».

Le temps et le nombre étaient, à n'en pas douter, de son côté. Il a fallu deux générations avant que la gauche ne se persuade que le fascisme est, après tout, un véritable phénomène de masse, et non pas la manœuvre habile d'une droite réactionnaire ou d'un capitalisme aux abois.

La deuxième difficulté provient du rapport ambigu entre la doctrine et l'action fasciste. En bons intellectuels, presque instinctivement, nous classons par doctrine tous les grands mouvements politiques – tous les « ismes ». Pourtant, le fascisme est-il un « isme » comme les autres ? Appartient-il vraiment à la famille des grandes doctrines politiques ? Il ne se repose pas sur de profonds textes philosophiques comme le font le conservatisme, le libéralisme, et le socialisme. Je suis en désaccord avec Zeev Sternhell sur ce point, mais, comme nous le verrons, pas sur tous. Le problème de base est que les paroles des intellectuels fascistes – même en acceptant pour l'instant que leurs écrits puissent constituer de grands textes philosophiques – n'ont qu'un faible rapport avec ce que font les mouvements fascistes au pouvoir.

Si certains dissidents de gauche – syndicalistes nationalistes – ont joué un rôle capital dans les premiers mouvements fascistes européens, comme Zeev Sternhell l'a montré, ces intellectuels sont rapidement marginalisés au fur et à mesure que les chefs fascistes s'approchent du pouvoir. Tous les mouvements fascistes qui sont arrivés au pouvoir ont trahi leur rhétorique initiale antibourgeoise et anticapitaliste.

Zeev Sternhell répond que tout mouvement politique déforme son idéologie en s'adaptant aux contraintes du pouvoir<sup>7</sup>. Mais le fascisme n'est pas un mouvement comme les autres : ses activistes méprisent la raison et la pensée. Ils les subordonnent non pas à la foi, comme font les légitimistes, mais aux instincts populaires. Ils nient toute légitimité aux principes universels, au point même de négliger le prosélytisme. Un fascisme authentique n'est pas un produit d'exportation. Son seul critère moral est la prouesse de la race, de la nation, de la communauté. Puisant leurs slogans et leurs symboles au répertoire patriotique de leur propre culture, les fascismes sont radicalement particuliers dans leurs discours et dans leurs décors.

Ils s'accordent mal à un système de principes intellectuels universels. C'est par leurs fonctions qu'ils se ressemblent.

À un moment donné, j'étais même tenté de réduire le rôle des idées dans le fascisme à un simple fonctionnalisme : les fascistes disent tout ce qui attire la foule et qui rassure l'élite. Ce serait une erreur. Les idées comptent dans le fascisme, mais il faut expliciter exactement quand et comment elles comptent. Au début, l'idéologie aide dans le recrutement d'un large public, et elle ouvre une brèche dans les valeurs libérales auxquelles les classes moyennes avaient jusqu'alors largement adhéré. Et à la fin, sous l'influence de la guerre, certaines idées obsessionnelles reprennent leur pouvoir. Nous en reparlerons. Mais c'est seulement en se distanciant du premier programme que certains mouvements fascistes ont pu accéder au pouvoir. Les contradictions qui embrouillent toute lecture de textes fascistes ne peuvent être résolues, donc, que par l'étude des choix faits par les fascistes dans leur vie quotidienne.

Pour illustrer ce propos, j'évoque les deux concepts les plus ambigus du lexique fasciste : révolution, et modernité. Les fascistes se proclament volontiers révolutionnaires, mais on devine plutôt par leurs actions le sens très particulier qu'ils donnent à ce mot. Leur révolution à eux consiste à endurcir les mœurs, plutôt qu'à rendre plus égalitaire la société ou l'économie. Les militants fascistes se proclament antibourgeois, pourtant ce qu'ils détestent chez la bourgeoisie, ce n'est pas l'exploitation mais la mollesse. Dans son dernier livre, Zeev Sternhell a bien mis le doigt sur le clivage précis séparant les révolutionnaires qui quittent le premier fascisme de ceux qui lui restent fidèles, à travers toutes ses transformations : les premiers restent partisans d'un changement d'ordre socio-économique. Les fidèles, par contre, prônent une révolution de mœurs apte à créer le « nouvel homme fasciste<sup>8</sup> ». Ils rappellent le mot du fils de la grande famille sicilienne dans le roman *Il Gattopardo* de Giuseppe de Lampedusa : nous sommes obligés de changer afin que les choses restent comme elles sont.

Des confusions analogues entourent le concept fasciste de modernité. Hitler adorait se déplacer théâtralement à bord d'une Mercedes ou en avion, et, s'il a rêvé archaïquement d'installer des colonies de paysans allemands dans les plaines de l'Est, c'est un rêve irréalisable sans armement de pointe. Hitler a détesté le style Bauhaus ; Mussolini, par contre, s'est lié aux futuristes. C'est en examinant leurs actions que l'on peut résoudre ces contradictions. Tous les fascistes cherchent la puissance technique et guerrière, sans accepter d'encourir les effets déstabilisateurs de la croissance urbaine et industrielle. Chez eux, la modernité technique se joint à un système d'autorité et d'encadrement qui supprime les désordres de la modernité sociale. Le sens que donnent les fascistes aux concepts de révolution et de modernité, ambigu dans les textes, devient compréhensible dans leurs applications concrètes.

La troisième difficulté est posée par le mimétisme. Aux beaux jours du fascisme triomphant, pendant les années 1930, de nombreux régimes qui n'étaient pas vraiment fascistes dans leur fonctionnement ont emprunté quelques éléments du décor fasciste pour se donner des signes extérieurs de force et de vitalité. Ils ont été influencés par le « champ magnétique » du fascisme, pour reprendre le terme heureux de Philippe Burrin. Mais on ne peut pas identifier un régime fasciste par ses signes extérieurs. L'écrivain anglais George Orwell a compris tout de suite que le fascisme ne se définit pas par ses vêtements. Si, un jour, un fascisme authentique réussissait en Angleterre, écrit Orwell déjà en 1936, il serait plus sobrement vêtu qu'en Allemagne<sup>9</sup>. Il serait même coiffé d'un chapeau melon, et porterait peut-être un parapluie bien roulé. L'exotisme des chemises noires de Sir Oswald Mosley est pour quelque

chose dans la faillite du principal mouvement fasciste en Angleterre, la British Union of Fascists (Union britannique des fascistes). De même, aux États-Unis, les petits mouvements marginaux qui arborent la croix gammée nazie sont moins à craindre qu'un mouvement habilement vêtu des emblèmes patriotiques du pays. La religion jouerait certainement un rôle beaucoup plus grand dans un fascisme authentique aux États-Unis que dans les premiers fascismes européens, qui sont anticléricaux pour des raisons ponctuelles historiques. Disparates dans leurs symboles, dans leur décor, et même dans leurs slogans, les mouvements fascistes se ressemblent plutôt par leurs fonctions.

Il y a, enfin, une dernière difficulté : le mot « fasciste » est devenu une épithète banale. Tout le monde est le fasciste de quelqu'un. Ce dernier printemps, un commentateur de droite à la télévision américaine a eu un grand succès en qualifiant les féministes militantes de « féminazis ». L'été dernier j'ai entendu un jeune Allemand appeler « fasciste » des programmes de limitation de naissances dans des pays en voie de développement. (Il avait oublié que les nazis et les fascistes étaient, pour une fois, d'accord pour encourager les familles nombreuses – sauf, bien sûr, chez les personnes considérées eugéniquement ou racialement inférieures, vouées, à la stérilisation, sinon à pire<sup>10</sup>.)

Comment employer utilement dans la recherche scientifique un terme à ce point corrompu ?

Pourtant, un phénomène général existe ; il s'agit de la nouveauté politique la plus originale du XX<sup>e</sup> siècle, rien de moins : le rassemblement, contre toute attente, dans certaines sociétés modernes, d'une clientèle de masse autour d'un autoritarisme nationaliste, dur et violent, anti-libéral et anti-marxiste. Il faut pouvoir examiner ce phénomène en tant que système. Il ne suffit pas d'examiner individuellement chaque cas national, chacun constituant une catégorie à lui seul. Sans pouvoir examiner le fascisme synthétiquement, nous risquons de ne pas bien comprendre notre siècle. Il nous faut un mot, et, faute de mieux, il faut employer le mot emprunté par Mussolini au vocabulaire de la gauche italienne en 1918, alors que son mouvement n'avait pas encore pris sa forme définitive. Contraints d'employer le mot *fascisme*, il nous incombe de bien l'utiliser.

Mais les ouvrages courants compliquent les choses encore par deux erreurs très largement répandues. D'abord, la plupart des autorités traitent le fascisme de façon statique. Sauf quelques exceptions remarquables – je pense surtout à Pierre Milza et à Philippe Burrin – ils cherchent une essence fixée dans le temps. Deuxièmement, la plupart de nos auteurs considèrent les fascismes isolément, sans référence aux espaces politiques, sociaux, et culturels dans lesquels ils naviguent. C'est-à-dire qu'ils procèdent à l'inverse de Marc Bloch, qui insistait sur la compréhension des systèmes dans leur entier, et sur l'étude de leur développement. « L'histoire », dit-il, est « une science toute de mouvement<sup>11</sup> ».

C'est par une définition fonctionnelle du fascisme que l'on peut sortir de ces multiples embarras. Le fascisme est un système d'autorité et d'encadrement qui promet de renforcer l'unité, l'énergie, et la pureté d'une communauté moderne, c'est-à-dire déjà consciente d'elle-même en face d'autres communautés, et déjà capable d'exprimer une opinion publique. Pour parvenir à ses fins, le fascisme cherche non pas à éclairer des citoyens libres par un système cohérent de principes intellectuels, mais, plutôt, à entraîner une foule par des sentiments passionnels. Marc Bloch a trouvé cette phrase limpide, l'été 1943, pour décrire les deux systèmes politiques qui étaient alors engagés dans une lutte à mort :

« La tribu qu'une passion collective soude à son chef est ici – c'est-à-dire dans une

république – remplacée par la cité que gouvernent les lois<sup>12</sup>. »

Les passions mobilisatrices qui soudent une tribu fasciste à son chef sont les suivantes :

- la primauté de la communauté, envers laquelle les devoirs sont supérieurs à tout droit, soit universel, soit individuel ;
- un sentiment que la communauté est victime, qui justifie tout recours contre ses ennemis, intérieurs autant qu'extérieurs ;
- un pressentiment de décadence de la communauté, minée par la gauche individualiste et cosmopolite ;
- comme remède à cette décadence, l'encadrement de la population en un *fascio*, ou faisceau, où l'unité des âmes est forgée par une conviction commune, si c'est possible, et par la force si c'est nécessaire<sup>13</sup> ;
- un sens de l'identité où la grandeur de la communauté vient renforcer l'identité individuelle ;
- l'autorité du chef, seule structure politique capable d'incarner le destin de la communauté ;
- la beauté de la violence et de la volonté, quand elles sont dévouées au succès de la communauté dans une lutte darwinienne.

Le fascisme est, donc, un système d'autorité et d'encadrement attelé à un style d'appartenance à une communauté. Il forme un tout qui se comprend mal à la seule lecture de ses paroles. Il faut l'observer dans la vie quotidienne, en faisant appel à toutes les sciences sociales et, puisqu'il n'est pas immuable, il faut le comprendre dans son développement. Le petit cercle de dissidents du syndicalisme et du nationalisme que Zeev Sternhell étudie fonctionne différemment du parti lancé sur les chemins du pouvoir, en quête d'alliances et de complaisances parmi l'élite du pays. Le chercheur avisé doit analyser chaque étape du fascisme selon les règles de comportement qui lui sont propres.

Plus un mouvement fasciste participe activement à la vie publique de son pays, moins on peut le comprendre en l'isolant. Il est pris dans un réseau d'influences réciproques avec des alliés ou des concurrents dans la société civile de son pays. Enfin, il faut pouvoir prendre en compte les variations géographiques des fascismes, efficace en fonction de leur fidélité aux symboles patriotiques locaux.

La grande mutabilité des fascismes dans le temps et dans l'espace, déroutante au premier abord, n'est pas forcément un obstacle à la compréhension. Nous osons même croire qu'elle la facilite, en rendant possible la comparaison.

Marc Bloch figure parmi les grands adeptes de la comparaison en histoire. Il écrit à Henri Berr, le 1<sup>er</sup> mai 1924, « toutes mes tendances d'esprit vont précisément vers l'histoire comparée<sup>14</sup> ». Candidat à une chaire au Collège de France en 1928 et de nouveau en 1934-1935, il se propose d'enseigner l'« histoire comparée des sociétés européennes »<sup>15</sup>. Une approche comparative illumine constamment son œuvre : seigneurie française et manoir anglais<sup>16</sup>; pays d'*openfield* et pays de droit romain ; l'Allemagne traditionnelle du Rhin et l'Allemagne de la colonisation à l'est ; rois thaumaturges en Angleterre et en France<sup>17</sup>; la société féodale en Europe et au Japon<sup>18</sup>.

Mais la comparaison est « une manière de penser plus qu'une méthode<sup>19</sup> ». Analysant la comparaison en histoire, Marc Bloch en distingue au moins deux genres, de valeur inégale : l'examen d'un phénomène dans plusieurs sociétés séparées dans l'espace et dans le temps ; et

l'étude parallèle de « sociétés limitrophes et contemporaines » ayant connu « des évolutions de même sens<sup>20</sup> ». En tout cas, la valeur de la comparaison est plus heuristique qu'absolue. Elle aide le chercheur à mieux dresser son questionnaire, en distinguant l'essentiel de l'accidentel dans son objet d'étude, et en marquant ses limites dans le temps et dans l'espace. Elle cherche surtout la différence. Rassembler de vagues similitudes à grande échelle ne produit rien de rigoureux. La comparaison la plus efficace confronte deux résultats différents dans deux pays voisins. On pense aux deux moitiés de la Sarthe, l'une républicaine et l'autre chouanne, traitées par Paul Bois<sup>21</sup>, et au Var de Maurice Agulhon. Examinant l'accueil contrasté du républicanisme dans deux régions du Var, l'une « quasiment immobile » et l'autre « touché[e] par la fièvre industrielle », Maurice Agulhon écrit que « la comparaison fera ce qu'eût fait l'expérience en physique, elle nous renverra des variables indifférentes aux causalités communes<sup>22</sup> ». En ce qui concerne les fascismes, donc, leurs différences temporelles et géographiques dans des milieux voisins nous aideront à identifier la spécificité des cas particuliers, à cerner les facteurs principaux de la variation, et même à isoler ce qui reste constant.

Mais il faut comparer ce qui est comparable. Un régime où le fascisme exerce le pouvoir n'est guère comparable à une petite secte de dissidents intellectuels. Il faut distinguer les étapes du fascisme dans le temps. Pierre Milza en a proposé trois : un premier fascisme, celui des mouvements marginaux d'intellectuels dissidents de droite et de gauche ; le deuxième fascisme, celui des militants engagés sur les chemins du pouvoir ; et un troisième fascisme, celui qui exerce le pouvoir<sup>23</sup>. Travaillant indépendamment outre-Atlantique, j'en étais arrivé à cinq : la création de mouvements ; leur enracinement dans un système politique ; l'acquisition du pouvoir ; l'exercice du pouvoir ; et, ultime étape, pleinement atteinte exclusivement en Allemagne nazie, la radicalisation.

Prenons la première étape. Tous les États modernes du début du XX<sup>e</sup> siècle ont connu des militants et des publicistes fascistes. Le fascisme peut paraître partout où la démocratie est suffisamment enracinée pour avoir engendré des désillusions. Voilà donc les limites temporelles du phénomène : aucun fascisme avant l'émergence d'une société politique massivement mobilisée. Pour donner naissance à un fascisme, une société doit avoir connu la liberté politique – pour le bien ou pour le mal.

Mais l'ubiquité d'une pensée et d'une action proto-fasciste dans les pays démocratiques est telle qu'il est difficile d'attribuer les origines du fascisme (compris fonctionnellement) à une nation particulière. Une pensée que l'on peut qualifier de proto-fasciste s'est fait jour aux États-Unis aussi bien qu'en Europe dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Brooks Adams, rejeton d'une grande dynastie de la Nouvelle-Angleterre, descendant de deux présidents des États-Unis, a écrit en 1895 un livre, *La loi de la civilisation et de la décadence*, qui annonce le déclin moral des États-Unis par suite de la concentration financière<sup>24</sup>. Plus tard, en 1918, Adams a cru trouver le remède à la décadence américaine dans une autorité forte dirigeant un socialisme d'État. Après la Première Guerre mondiale, les États-Unis entrent eux aussi dans le « champ magnétique » du fascisme européen. Des mouvements aux chemises colorées surgissent, comme les « Silver Shirts » de William Pelley.

Mais c'est en remontant beaucoup plus loin dans l'histoire des États-Unis que l'on tombe sur le premier phénomène américain qui relève par ses fonctions du fascisme : le Ku Klux Klan. Au lendemain de la Guerre civile, des anciens officiers des armées sudistes, craignant le suffrage des Noirs imposé en 1867 par le camp radical des nordistes victorieux, mettent sur

pied une milice pour encadrer ces nouveaux citoyens de couleur. C'est une nouvelle autorité civique, parallèle à l'État légal qui, à leurs yeux, ne défend plus leurs intérêts. De l'encadrement, le Klan passe facilement à l'intimidation et même au meurtre. Tant par le port d'uniforme (robe et capuchon blancs) que par ses techniques d'intimidation, allant jusqu'à briser violemment une grève dans le port de Mobile, Alabama, en 1866<sup>25</sup>, la première version du Ku Klux Klan dans le Sud américain vaincu préfigure étonnamment le comportement des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres en Europe. C'est peut-être là, à la fin des années 1860, et non pas en France et en Italie vers 1900, comme le pense Zeev Sternhell, que le fascisme (toujours défini par ses fonctions) est né.

Puisque le fascisme fait ses premiers pas en réaction contre les excès prétendus de la démocratie, il n'est pas surprenant qu'il apparaisse d'abord dans les démocraties les plus précoces, aux États-Unis et en France. Mais il y a là un paradoxe : ce n'est pas forcément dans les pays qui génèrent les premiers fascismes qu'un système fasciste a le plus de chance de réussir. « Mettre à jour le germe », écrit Marc Bloch, « ce n'est pas déceler les causes de la germination<sup>26</sup>. »

La deuxième étape – l'enracinement, où un mouvement fasciste devient un acteur décisif sur la scène politique – a lieu relativement rarement. À ce stade, la comparaison devient féconde : on peut comparer les réussites aux faillites. La réussite dépend de certaines conditions relativement précises : la carence d'un État libéral, qui semble vouer la nation au désordre, à la décadence, ou à l'humiliation, et où les conservateurs refusent d'accepter la gauche comme un parti de gouvernement légitime.

Je prends comme illustration l'enracinement du fascisme à la campagne. J'ai étudié un mouvement paysan dans l'Ouest de la France dans les années 1930, dont le chef, Henry Dorgères, en appelle ouvertement au fascisme, au moins à ses débuts, en 1934. J'ai choisi ce sujet non pas parce que le dorgérisme a joué un rôle majeur en France, en dehors des médias, mais parce que c'est à la campagne que le nazisme allemand et le fascisme italien se sont d'abord enracinés. La comparaison entre le succès des fascismes ruraux allemand et italien et la faillite relative du fascisme rural en France me semble fructueuse. Nous voici en mesure de déterminer quels aspects de la Troisième République française la rend moins propice que l'Allemagne de Weimar et la monarchie libérale italienne à l'enracinement politique de la variété locale de fascisme.

Tous ces trois pays ont connu des grèves massives d'ouvriers agricoles : en Allemagne pendant la crise d'après-guerre en 1918-1919, en Italie en 1920-1921, et en France au moment des deux moissons du Front populaire, en été 1936 et 1937. Les grèves d'ouvriers agricoles de la Prusse orientale en 1919 ont été brisées par des corps francs proto-fascistes, faute d'un État légal capable de maintenir l'ordre. Les grèves d'ouvriers agricoles de la vallée du Pô dans le Nord-Est de l'Italie ont été brisées par les célèbres *squadristi* de Mussolini, comblant le vide laissé par la carence de l'État libéral italien. C'est justement dans l'exercice d'une action directe anti-syndicale que le deuxième fascisme est né en Italie, et s'est même lancé sur les voies du pouvoir, au grand dam des premiers fascistes venant du syndicalisme national, ceux décrits par Zeev Sternhell. Les premiers fascistes quittent en grand nombre les rangs du deuxième fascisme, se plaignant de sa transformation en « garde blanche » des gros planteurs<sup>27</sup>. Des *squadristi* français, les *chemises vertes* de Dorgères, ont bien existé au moment des immenses grèves d'ouvriers agricoles du Bassin parisien en été 1936 et 1937. Mais ils sont restés en marge, limités à quelques actions symboliques dans l'Aisne, dans la Seine-Maritime, et dans le Pas-de-Calais. C'est la gendarmerie française, même quand Léon

Blum est au pouvoir, qui réprime ces grèves agricoles en France. Les propriétaires terriens français n'ont pas besoin de *chemises vertes*. L'autorité de l'État et la puissance des organisations agricoles conservatrices ne laissent guère d'espace dans les campagnes françaises pour l'enracinement d'un pouvoir parallèle fasciste. Ces différences d'espace disponible me semblent beaucoup plus révélatrices que des ressemblances de vocabulaire ou de programme entre les fascistes ruraux français, allemands et italiens.

C'est-à-dire que les différences les plus significatives concernent plutôt le milieu que le seul caractère des mouvements fascistes. Voici un principe de méthode qui me semble tout à fait fondamental. La description de mouvements fascistes pris isolément n'explique pas grand-chose. Elle nous mène tout droit à la petite histoire, à base d'anecdotes biographiques. Nous apprenons beaucoup plus si nous braquons nos yeux sur la société civile, sur les circonstances qui favorisent les fascistes, sur leurs complices et sur leurs alliés. C'est dans les conditions environnantes qu'il faut chercher les différences qui comptent, car des mouvements plutôt ressemblants par leurs discours sont arrivés à des résultats très différents d'un pays à l'autre.

La comparaison acquiert une grande puissance explicative à la troisième étape, l'arrivée au pouvoir. Quels caractères distinguent l'Allemagne et l'Italie, où le fascisme a pris le pouvoir, et d'autres pays comme la France et l'Angleterre où un fascisme a bien existé, mais où il n'a pas pu prendre le pouvoir ? Le fascisme n'a nulle part pris le pouvoir par un coup d'État, en déployant le poids de ses adhérents dans la rue : la chose n'est guère concevable. Le fascisme ne peut pas faire appel à la rue sans risquer une confrontation avec ses alliés futurs, dont l'armée et la police, et sans concéder des avantages à son ennemi principal, la gauche. Au pouvoir, le fascisme ne pourra poursuivre ses buts primordiaux – la rénovation et l'expansion nationales – sans l'accord de l'armée et de l'industrie. La seule route vers le pouvoir ouverte aux fascistes passe par la coopération avec l'élite conservatrice. Les variables principales, donc, sont la volonté des conservateurs et des chefs fascistes de travailler ensemble, et la profondeur de la crise qui les amène à coopérer.

Ni Hitler, ni Mussolini n'ont pris la barre par force, même s'ils ont utilisé la force par la suite pour transformer leur gouvernement en dictature. Ils ont été invités à partager le pouvoir par le chef de l'État, conseillé par ses intimes, dans des circonstances bien précises : un blocage du gouvernement constitutionnel (produit en partie par la violence des fascistes) ; des conservateurs menacés par la perte de leur capacité d'encadrer la population, souvent à un moment de grande mobilisation populaire ; une gauche en progrès ; des conservateurs qui refusent de collaborer avec cette gauche, et qui se croient incapables de continuer de gouverner sans renfort<sup>28</sup>. Si le fascisme n'est pas arrivé au pouvoir en France avant la défaite de 1940, ce n'est pas en raison de quelque allergie mystérieuse. Le premier fascisme se porte très bien en France, mais les conservateurs ne sont pas suffisamment menacés dans les années 1930 pour lui faire appel, et le fascisme n'est pas suffisamment enraciné pour s'imposer comme partenaire.

La quatrième étape – l'exercice du pouvoir – est fortement conditionnée par la manière dont s'est effectuée l'arrivée au pouvoir. Les chefs fascistes qui atteignent le pouvoir sont condamnés à gouverner avec l'élite conservatrice du pays, qui leur a ouvert les portes. Comment Hannah Arendt a-t-elle pu confondre dans un seul concept, le totalitarisme<sup>29</sup>, le régime de Staline, où le parti domine une société civile radicalement simplifiée par la Révolution bolchevique, avec le régime de Hitler où le parti et l'élite traditionnelle partagent le pouvoir ? Même si Staline a gouverné par des procédés qui ressemblent parfois à ceux du fascisme, il n'a pas eu à s'occuper d'une élite traditionnelle. Le fascisme gouverne par un

système bipartite : l'État normal, où les élites gardent un large pouvoir, coexiste avec des institutions parallèles où domine le parti<sup>30</sup>. Il en est ainsi dans l'Italie mussolinienne comme dans l'Allemagne nazie. C'est l'équilibre entre les deux éléments de ce système dualiste qui distingue un cas de l'autre. En Italie, la primauté va à l'État traditionnel, dans une grande mesure parce que Mussolini craint ses *squadristi*. En Allemagne nazie, c'est le parti qui domine, surtout après l'entrée en guerre.

Le régime de Vichy n'est certainement pas fasciste au début, car il ne possède ni parti unique ni institutions parallèles. Mais au fur et à mesure qu'il se transforme en État policier, sous les pressions de la guerre, des institutions parallèles apparaissent : la milice, les cours martiales, la police aux questions juives. L'Espagne et le Portugal, liés à Vichy par programme et par sympathie, diffèrent en ce que la neutralité leur permet de renforcer progressivement le poids de l'État traditionnel par rapport aux petits mouvements fascistes.

La cinquième étape, la radicalisation, est pleinement atteinte par un seul régime fasciste : le nazisme, au paroxysme de ses derniers moments. En effet, le système de dualité de pouvoirs peut évoluer en deux sens. Le régime mussolinien s'est dégonflé en simple autoritarisme après l'établissement de la dictature en 1925-1926, sauf dans les campagnes coloniales, où la discrimination raciale et l'arbitraire du parti sont de règle<sup>31</sup>. Le radicalisme des premiers jours reparaît tout à fait à la fin de la guerre dans la petite république fantôme de Salò, qui gouverne le Nord de l'Italie sous contrôle allemand. Mais c'est en Allemagne nazie que la guerre victorieuse offre aux « pouvoirs parallèles » une liberté d'action presque sans limite. Les SS sont libres, dans les zones d'occupation à l'est, de mettre en application leurs ultimes fantaisies raciales. Une radicalisation extrême reste latente dans tous les fascismes, mais seules des circonstances de guerre totale la rendent possible.

Pour conclure, je ne peux pas me dérober à la question brûlante du moment : le fascisme existe-t-il encore aujourd'hui, malgré l'échec humiliant de Hitler et de Mussolini ? Après les incidents du nettoyage ethnique dans les Balkans, après la montée de nationalismes exclusivistes dans l'Europe orientale post-communiste, après l'essor du néonazisme en Allemagne et en Italie, et après l'entrée au gouvernement italien du signor Tremaglia, un ancien de la république de Salò, il serait difficile de répondre non à cette question.

Mais les cas actuels les plus intéressants ne sont pas ceux où de vieilles chemises ressortent des placards. Il faut se souvenir avec George Orwell que les fascismes authentiques viennent vêtus des symboles patriotiques de leur propre pays. Un fascisme authentique aux États-Unis serait pieux et anti-Noirs ; en Europe occidentale, laïc et antisémite, voire anti-musulman ; et en Europe de l'Est, religieux et slavophile. Le décor dépend de la culture locale. Il vaut mieux prêter attention aux fonctions remplies par ses nouveaux mouvements, et aux circonstances qui pourraient leur ouvrir un espace, plutôt que d'y chercher les traces de la rhétorique, les programmes et les préférences esthétiques des premiers mouvements fascistes de 1900. Le bon questionnaire est celui qui est approprié pour les deuxième et troisième étapes du développement des fascismes : est-ce que ces mouvements promettent de redonner de l'unité, de l'énergie, et de la pureté à une communauté qui se sent menacée par la décadence et par l'humiliation ? Est-ce qu'ils sont prêts à faire n'importe quoi pour tenir cette promesse ? Est-ce que le système constitutionnel est grippé ? Une mobilisation populaire rapide échapperait-elle aux capacités d'encadrement des élites traditionnelles, au point où celles-ci seraient tentées d'avoir recours aux durs ? C'est en répondant à de telles questions, et non pas en observant la couleur des chemises, ni en cherchant une correspondance

quelconque avec la rhétorique des dissidents syndicalo-nationalistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'on pourra reconnaître les nouveaux systèmes fascistes de notre époque.

## Notes

1. Voir la préface de Jacques Le Goff à Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, édition critique préparée par Étienne Bloch, Paris, Armand Colin, 1993, p. 9.
2. Marc Bloch, *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990, p. 30 (« Folio/Histoire »).
3. Carole Fink, *Marc Bloch. A Life in History*, Cambridge University Press, 1989, p. 181, n. 37.
4. Marc Bloch, *L'étrange défaite*, p. 179.
5. Sir Isaiah Berlin, « Joseph de Maistre and the origins of Fascism », in *The Crooked Timber of Humanity*, New York, Alfred Knopf, 1991.
6. Friedrich Engels, in a Preface he wrote in 1895 for a new edition of Karl Marx's *The Class Struggles in France* (1848-50).
7. Zeev Sternhell, avec Mario Sznajder et Maria Asheri, *La naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 311.
8. Sternhell, *Les origines*, p. 258-259, 334.
9. George Orwell, *The Road to Wigan Pier*, New York, Harcourt Brace, 1958.
10. Gisela Bock, de l'université de Bielefeld, a transformé notre compréhension de la politique familiale du nazisme en soulignant le caractère anti-nataliste de ses programmes de stérilisation obligatoire pour les étrangers, les malades, juifs, gitans, etc. Cette politique a pourtant coexisté avec une politique nataliste pour la « race maîtresse ». Cf. *Zwangssterilisation im Nationalsozialismus. Studien zur Rassenpolitik und Frauenpolitik*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1986.
11. Marc Bloch, *La société féodale*, p. 17.
12. Marc Bloch, « Pourquoi je suis républicain » [*Les Cahiers politiques*, organe du Comité général d'études de la Résistance, 2, juillet 1943], parmi les « Écrits clandestins » publiés dans *L'étrange défaite* (Paris, Gallimard, 1990), p. 215. Il évoque la même distinction dans *L'étrange défaite*, p. 177 : l'hitlérisme « remplace la persuasion par la suggestion émotive ».
13. En témoin de la débâcle de 1940, Marc Bloch n'a pas pu manquer d'être frappé par « l'union des âmes qu'a su réaliser un mysticisme dont la grossièreté ne doit pas nous dissimuler la puissance » (*L'étrange défaite*, p. 124).
14. Marc Bloch, *Écrire la société féodale: lettres à Henri Berr, 1924-43*, Paris, p. 8.
15. Olivier Dumoulin, « Changer l'histoire. Marché universitaire et innovation intellectuelle à l'époque de Marc Bloch », in Hartmut Atsma & André Burguière, *Marc Bloch aujourd'hui. Histoire comparée et sciences sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, p. 88, 102. Cf. « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de Synthèse historique*, 46, 1928, p. 15-50 ; « Comparaison », *Bulletin du Centre international de Synthèse. Section de synthèse historique*, 9, 1930, p. 31-39.
16. Marc Bloch, *Seigneurie française et manoir anglais*, Paris, 1960.
17. Marc Bloch, *Les rois thaumaturges*.
18. Marc Bloch, *La société féodale*, p. 610-611.
19. Raymond Grew, « On the current state of comparative studies », in H. Atsma & A. Burgièrre, *Marc Bloch aujourd'hui*, p. 331.
20. Marc Bloch, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de Synthèse*, 1928. Cf. Lucette Valensi, « Retour d'Orient: de quelques usages du comparatisme en histoire », in H. Atsma & A. Burgièrre, *Marc Bloch aujourd'hui*, p. 307.
21. Paul Bois, *Paysans de l'Ouest*.
22. Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Seuil, 1979, p. 32.
23. Pierre Milza, *Fascisme français: passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.
24. Traduit en français en 1899.
25. David M. Chalmers, *Hooded Americanism. The first century of the Ku Klux Klan, 1865-1965*, Garden City, Doubleday, 1965.
26. Marc Bloch, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », in *Mélanges historiques* Paris, Éditions de l'EHESS, 1983, p. 25.
27. Paul Corner, *Fascism in Ferrara*, Oxford, 1976, p. 224, citant Barbato Gattelli, un fasciste désabusé de la première heure.
28. Cf. Juan Linz & Alfred Stepan, eds, *The Breakdown of Democratic Regimes*
29. Hannah Arendt, *Origins of Totalitarianism*

30. E. Fraenkel, *The Dual State* (New York, 1941) entreprit une vaste documentation sur la dualité du pouvoir dans les régimes fascistes. Voir aussi Reinhard Kühnl. On est tenté de trouver une analogie avec la perception de la société féodale par Marc Bloch comme « société composite », où se côtoient féodalité, groupes de parentèles, et État. La *Société féodale*, Paris, Albin Michel, 1989, p. 605.
31. Luigi Preti, « Fascist imperialism and racism », in Roland Sarti, *The Ax Within*, New York, Watts, 1974, p. 187-207.

### **Pour citer cette conférence**

Robert O. Paxton, « Les fascismes », , 1994, [en ligne], mis en ligne le 30 juin 2006. URL : <http://cmb.ehess.fr/51>. Consulté le 19 mai 2012.